

---

# Cercle Orion

*Club politique et d'influence indépendant*



---

# EUROPE & GÉOPOLITIQUE

## Pistes de réflexion pour notre futur Président

NOVEMBRE 2021



---

PARIS - LONDRES - BRUXELLES - LUXEMBOURG

Note

# CERCLE ORION

*Club de réflexion politique et d'influence indépendant*

Le Cercle Orion est un club *politique* et d'influence indépendant, laboratoire d'idées de référence, visant à promouvoir l'engagement de la jeune génération, fondé en janvier 2017 par Alexandre MANCINO.

Son but est de prendre part au débat intellectuel et de contribuer à la compréhension des enjeux et transformations du XXI<sup>e</sup> siècle pour agir et être source de propositions pour le monde de demain. Il s'articule autour d'évènements de très haute qualité avec des personnalités du monde politique, économique ou intellectuel ainsi qu'à travers des contributions d'experts sur les sujets de société.

Les activités du Cercle visent à éclairer les décideurs publics et privés confrontés aux enjeux contemporains.

À travers l'ensemble de ses activités – *réflexions, propositions, publications, lobbying & influence, accompagnement de start-ups, évaluation des politiques publiques, participation citoyenne et expérimentation* – le Cercle Orion joue un rôle d'acteur du débat démocratique.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : [www.cercleorion.com](http://www.cercleorion.com)

# Europe & Géopolitique :

## Pistes de réflexion pour notre futur Président

*Rapport-programme ORION 2022*

**Note rédigée par le Comité Europe & Géopolitique du  
Cercle Orion dirigé par Thomas BOREL.**

# Table des matières

<b>PROPOS LIMINAIRE</b> .....	<b>5</b>
<b>LE POSITIONNEMENT DE LA FRANCE EN EUROPE</b> .....	<b>6</b>
<b>Une défense européenne indispensable de la puissance française</b> .....	<b>6</b>
<b>La refonte de notre approche de la construction de la défense européenne</b> .....	<b>7</b>
<b>Une approche à décliner sur les autres sujets européens</b> .....	<b>8</b>
<b>NOS FUTURES ALLIANCES</b> .....	<b>9</b>
<b>Repenser nos alliances en partant du principe d'une relation de confiance gagnant-gagnant</b> .....	<b>9</b>
<b>Centrer les efforts sur l'Europe, tout en s'autorisant des partenariats ponctuels et au périmètre clairement délimité avec d'autres pays</b> .....	<b>10</b>
<b>CONTACT</b> .....	<b>12</b>
.....	<b>12</b>

# PROPOS LIMINAIRE

En matière d'Europe et de géopolitique, la tentation d'un présidentiable français est de se plonger dans les sujets du moment, de ne pas s'accorder le luxe de prendre de la distance par rapport à l'actualité mondiale toujours en mouvement et de mener une politique étrangère uniquement fondée sur les coups tactiques sans vision stratégique et les bons mots. Le rôle stratégique est normalement dévolu à l'administration symbole de la pérennité, le ministère des Affaires étrangères, mais on ne peut que constater les limites de cette répartition des rôles à la vue du séisme que l'affaire des sous-marins australiens a provoqué. Le rôle d'un think tank comme le nôtre est de pousser nos dirigeants à prendre la mesure du temps long afin de positionner notre pays dans la course de fond qui doit mener, si ce n'est au renforcement de l'affirmation de notre puissance, au moins à sa stabilisation. Nous n'avons pas vocation à faire des propositions qu'il faudrait absolument suivre pour conserver notre rang de puissance, mais à conduire notre futur Président à s'interroger sur la façon dont il conçoit la place de la France au sein du concert des nations.

Parmi les principales interrogations que nous souhaitons mettre en avant, deux sont particulièrement importantes :

- Notre positionnement en Europe et la coopération que nous souhaitons mener avec nos voisins ;
- Les alliances que nous pouvons conclure dans le Grand Jeu mondial.

# LE POSITIONNEMENT DE LA FRANCE EN EUROPE

## Une défense européenne indispensable de la puissance française

L'ensemble des problématiques liées à l'Europe et à son intégration sont jusqu'ici souvent traitées indépendamment les unes des autres alors qu'elles devraient logiquement découler de la place que la France souhaite occuper dans l'Union européenne à long terme. Pensons-nous pouvoir jouer le rôle d'hégémon en solitaire comme seule puissance nucléaire, devoir fonctionner en duopole avec l'Allemagne en leur attribuant le rôle économique prépondérant tout en conservant notre apanage sur le domaine militaire, associer l'ensemble des pays membres à un vaste espace de prospérité économique et de défense collective prenant hypothétiquement la suite de l'OTAN, ou encore abandonner toute velléité européenne et nous replier sur nous-mêmes ?

Si l'on en juge par la montée des menaces dans notre environnement international, aussi bien proche avec la Russie que plus lointaine avec la Chine, ainsi que l'isolement français croissant sur la scène internationale comme le retrait américain d'Afghanistan et la volte-face australienne sur l'achat de sous-marins tendent à le montrer, il apparaît de plus en plus difficile de concilier une présence globale et un exercice solitaire de la puissance. Si l'OTAN est en « mort cérébrale » comme n'hésite pas à le dire le Président Macron, que les États-Unis ne nous considèrent plus comme un partenaire privilégié dans la résolution des conflits internationaux et que nous avons besoin de gagner en envergure afin de peser face à des rivaux aux portes de l'Europe comme la Russie et la Turquie, la quête d'une véritable Europe de la défense ne doit plus faire de doute.

## La refonte de notre approche de la construction de la défense européenne

Une fois que ce constat a été posé, quelles actions pouvons-nous entreprendre afin de mettre fin à ce serpent de mer qu'est la défense commune européenne ? Devons-nous tous azimuts lancer des projets de coopération sur le développement de matériel de défense commun et imposer une solidarité européenne en matière d'achat d'armement ? Jusqu'à maintenant, la plupart des projets de coopération militaire comme l'avion du futur, le SCAF, sont pensés comme une fin en soi et une démonstration de la proximité qui unit les pays européens participants, ce qui mène invariablement à des conflits internes, des retards, des surcoûts et, surtout, à un produit hybride qui ne répond aux attentes ni des uns ni des autres. Derrière ce premier problème se cache aussi la peur de ne pas arriver à exporter les produits militaires français et donc à conserver de petites chaînes de production ne permettant pas d'effectuer des économies d'échelle. Sur ce point, il faut également se projeter dans le futur et étudier les besoins auxquels ces armements européens communs répondent. En l'occurrence, comme l'annoncent les principaux chefs d'état-major, il s'agit d'un conflit de haute intensité où une puissance hostile se confrontera directement à nos armées, ce qui implique de pouvoir tenir le choc sur une période suffisamment longue donc avec une certaine massification de l'équipement. Il apparaît donc douteux que la production d'un avion militaire de très haute technologie avec un coût élevé à moins d'une centaine d'exemplaires puisse répondre à ce besoin. Ici, une répartition des tâches européenne entre des équipements à forte intensité technologique et des produits de masse pourrait être intéressante ; sur le modèle, par exemple, du Rafale français en haut de gamme et du Gripen suédois en production de masse. L'objectif de la défense commune européenne pourrait être d'abord de mutualiser les équipements militaires afin de renforcer l'interopérabilité des armées européennes en cas de conflit de haute intensité, sur l'exemple de l'accord franco-belge CaMo. Dans un second temps, la pérennisation de la coopération pourrait passer par la mutualisation des capacités de production d'équipements et le maintien en condition opérationnelle des armées alliées, deux éléments indispensables à la réponse commune au défi d'un conflit de haute intensité.

Au-delà du seul armement, c'est aussi la capacité de combattre ensemble qui doit faire l'objet d'un effort particulier afin de rendre les forces armées nationales interopérables. Des initiatives comme la task force Takuba au Mali, qui associe aux forces françaises présentes

sur place des soldats issus d'Europe centrale et orientale ainsi que de Scandinavie, est une matrice qui pourrait être reproduite à une plus grande échelle afin de rapprocher nos techniques et notre savoir-faire militaires, voire de faire émerger une culture d'armée commune européenne.

De ces réflexions découleront logiquement les projets à mettre en oeuvre afin de parvenir à une véritable puissance sur laquelle la France et les pays européens intéressés pourront s'appuyer.

## **Une approche à décliner sur les autres sujets européens**

À partir de cette réflexion initiale sur l'Europe militaire, on peut extrapoler une vision de l'Europe en cercle concentrique où l'intégration peut continuer à être menée avec les pays volontaires. Cette nouvelle forme de construction européenne paraît indispensable quand des projets aussi importants que le budget de la zone euro, qui permettrait de finaliser le marché commun, est bloqué par une poignée de pays indisposés à son égard, ou que des États comme la Hongrie et la Pologne ne jouent pas le jeu du respect de l'État de droit. Si des projets ambitieux comme l'intégration renforcée des équipements et des forces armées, de véritables taxes européennes et la création du vote à la majorité simple au Conseil de l'UE, demeurent bloqués par une minorité de pays, pourquoi faudrait-il s'interdire de les mener à bien s'ils sont bénéfiques à notre économie et notre souveraineté ? La France ne sera pas forcément l'État le plus fédéraliste, mais laissons les initiatives fleurir et autorisons-nous à les rejoindre si le besoin ou le désir s'en font sentir.

Une réflexion stratégique sur ce que nous souhaitons obtenir des coopérations renforcées sectorielles dans lesquelles nous nous investirons est également nécessaire. Le simple choix d'une « Europe à la carte » ne permet pas de communiquer clairement ce que la France recherche par l'intégration européenne et brouille l'idée du projet européen auprès de la population. Un cap clair est indispensable. Si nous sommes à la recherche d'une souveraineté économique renforcée et que ce rôle ne peut pas être joué par l'Union européenne sous sa forme actuelle, ne nous interdisons pas de refondre ou de dissoudre ce qui s'y oppose, même s'il s'agit de la zone Schengen.



# NOS FUTURES ALLIANCES

## Repenser nos alliances en partant du principe d'une relation de confiance gagnant-gagnant

Après le revers enregistré fin septembre dans l'Indo-Pacifique, une réflexion sur nos alliances doit se faire jour au sein des sphères dirigeantes. Pourquoi notre rapprochement avec l'Australie a échoué ? Parce que nous ne sommes pas jugés crédibles face à la menace chinoise dans un espace géographique éloigné du territoire métropolitain en dépit de la présence de la majeure partie de notre zone économique exclusive maritime, parce que nous avons refusé ou pas proposé de transfert de technologie plus poussé comme les Américains l'ont fait, ou bien parce que notre matériel ne correspond pas aux besoins de notre partenaire ? Quelle que soit la véritable raison de ce revirement, il doit nous pousser à repenser nos partenariats stratégiques et nos alliances à l'aune de la nouvelle donne sur la scène mondiale. Dans les faits, nous ne pouvions pas proposer à l'Australie un partenariat aussi important et global que celui des États-Unis et assurer leur sécurité face à la menace de l'armée populaire de libération chinoise. Sans parler d'abandonner cette région du monde, si nous n'avons pas les moyens d'y être un partenaire de premier plan, peut-être que nous pouvons remettre en question l'intérêt de nous mettre à la tête d'une alliance régionale.

Nous devons penser à ce qu'un partenariat, représenté par exemple par la vente d'armements français, apportera à plus long terme aux pays partenaires. Ceci implique d'abord de concevoir leur besoin : dissuader le voisin d'attaquer, s'investir offensivement ou défensivement dans un conflit de haute intensité, bénéficier de retombées sociales et technologiques, se rapprocher dans une optique d'alliance de protection... Quand la Suisse refuse d'acheter des avions français et privilégie leurs concurrents américains, nos dirigeants ne paraissent pas se rendre compte des raisons de cette décision : les États-Unis ont fait peser dans la balance d'autres considérations afin de remporter la mise. Désormais, en reprenant la logique développée en amont sur notre place en Europe, la France peut favoriser ses exportations militaires en les accompagnant d'une offre plus globale d'alliance qui inclurait par exemple un pacte de défense collective, la formation des troupes du partenaire aux côtés des soldats français en opex ou bien sur leur sol ainsi que l'association du pays au développement d'armements adaptés à leurs besoins spécifiques. Cette logique

est toujours présente implicitement ou explicitement dans les ventes d'armements, mais le gouvernement ne fait pas toujours l'effort de le traduire auprès de l'opinion publique et donne l'impression qu'il s'agit d'un simple appel d'offres où les seuls qualité et coût des produits comptent alors que ce n'est qu'une pièce d'un ensemble bien plus vaste.

Par ailleurs, le rapport de confiance entre les États est aujourd'hui central dans la reconfiguration des alliances interétatiques. C'est notamment le cas après la présidence américaine de Donald Trump qui a vu les États-Unis remettre en question leur engagement à défendre leurs alliés de l'OTAN dans l'éventualité d'une agression extérieure. Cela a conduit plusieurs pays européens comme l'Allemagne à engager une réflexion sur leur dépendance militaire à l'allié américain. Une opportunité existe donc pour la France de se positionner en partenaire de confiance dont la volonté d'engagement aux côtés de ses alliés en cas de conflit ouvert ne peut être remise en question. La mise en avant de la politique stratégique de couverture de l'Europe par le parapluie nucléaire français participe à l'instauration de cette confiance, mais il faut également trouver d'autres moyens d'assurer nos alliés actuels et futurs de la solidité de notre partenariat. C'est ici que, dans le cadre d'une vision de partenariat stratégique sur le long terme, les programmes de mutualisation des équipements et de leur construction évoqués ci-dessus peuvent jouer un rôle considérable.

## **Centrer les efforts sur l'Europe, tout en s'autorisant des partenariats ponctuels et au périmètre clairement délimité avec d'autres pays**

Dans cette logique de refonte de nos alliances, l'Europe est encore une fois la zone géographique où la France peut se constituer un réseau fort de partenaires qui lui permettra de peser sur la scène mondiale. Cela ne veut pas dire pour autant que nous devons délaisser tout rapprochement avec des États ne souhaitant pas s'intégrer à ce réseau d'alliés engagés comme les États-Unis qui restent un partenaire indispensable dans la lutte contre le terrorisme, notamment au Mali.

La question de nos rapports avec des pays rivaux et partenaires potentiels sur certains sujets se pose également, par exemple avec la Russie. Ce pays tente actuellement de déstabiliser notre société par son ingérence médiatique et de nous remplacer dans des pays

traditionnellement dans notre sphère d'influence, comme en Afrique sahélienne, mais il demeure un partenaire privilégié de discussion sur la sécurité collective européenne et le terrorisme. La volonté de dialogue doit prévaloir dans nos échanges avec des partenaires potentiels, même si de nombreux désaccords de fond peuvent nous opposer.

Nous devons donc rester ouverts à la possibilité de partenariat ponctuels au périmètre limité, comme par exemple dans l'Indo-Pacifique où, devant l'impossibilité de se rapprocher de manière pérenne d'autres États, nous pourrions participer à des actions comme des exercices militaires, voire à nous intégrer au second plan dans des alliances régionales, même si cela implique de ne pas jouer le rôle principal et d'être en partie suiveur. De même, notre place dans l'OTAN ne doit pas être remise en question tant que cette dernière nous permet de renforcer les liens avec les voisins européens et de peser dans la négociation avec les pays rivaux. C'est donc bien une dose de réalisme dans la continuité de la « grande puissance moyenne » giscardienne qu'il nous faut invoquer dans la menée de notre politique internationale.



ORION 2022

# CONTACT

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ? N'hésitez pas à nous contacter.



Courriel : [cercleorion@gmail.com](mailto:cercleorion@gmail.com)